

JOHN GUNTHER DEAN

Au cœur de la Guerre froide

Le combat d'un ambassadeur américain pour la paix

FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE ESSENTIELLE

75 cents

April 21, 1975



AU CŒUR
DE LA GUERRE FROIDE

*Le combat d'un ambassadeur américain
pour la paix*

Titre original : Danger zones, a diplomat's fight for America's interests,
New academia publishing, LLC, 2009

© John Gunther Dean pour l'édition en anglais

© François-Xavier de Guibert, 2011
ISBN : 978-2-7554-0476-0
ISBN pdf : 978-2-7554-0303-9

John Gunther DEAN

AU CŒUR
DE LA GUERRE FROIDE

*Le combat d'un ambassadeur américain
pour la paix*

Traduit par Marie-Christine Gamberini

Préface de Pierre Journoud

François-Xavier de Guibert
10, rue Mercoeur
75011, Paris

À Martine

PRÉFACE

« **W**ho is that fellow John Gunther Dean? Fire him! » *Les foudres du président Lyndon Johnson visaient un jeune conseiller diplomatique encore inconnu de la Maison Blanche, qui avait été chargé, par son ambassadeur, d'explorer discrètement, à Paris, les possibilités d'ouverture de négociations américano-vietnamiennes. Par une indiscretion de la presse, Johnson venait d'apprendre que son grand rival démocrate, Robert Kennedy, le sénateur de l'État de New York alors en visite en France, avait reçu un « signal de paix » des Nord-Vietnamiens par l'intermédiaire de la diplomatie française. Tout à sa politique d'escalade de la guerre au Vietnam, Johnson avait cru déceler une manœuvre interne destinée à le déstabiliser. John Dean avait bien servi d'interprète au sénateur Kennedy, lors d'un entretien organisé avec l'un des meilleurs experts français du conflit indochinois, Étienne Manac'h, le directeur d'Asie du ministère français des Affaires étrangères. Mais le télégramme très secret qu'il avait adressé peu après à Washington, en présentant les propos que Manac'h avait rapportés d'une conversation avec son interlocuteur nord-vietnamien comme une probable ouverture de Hanoï en faveur de négociations avec les États-Unis, n'aurait pas été ébruité si, au Département d'État, les « faucons » opposés aux négociations ne s'étaient arrangés pour contrer cette démarche en la divulguant prématurément.*

Le jeune diplomate américain, dont la carrière faillit être ainsi brutalement écourtée, faisait ses premiers pas dans les marécages d'un

processus de paix encore balbutiant, chargé de contradictions, de pièges et d'impasses, d'espoir et de désillusion. À l'image de la « piste Ho Chi Minh », les sentiers censés conduire à la paix étaient innombrables, défrichés dans la plus grande discrétion selon des axes parallèles qui s'entre-croisaient parfois, mais dans une jungle épaisse et brumeuse. De cette première expérience, John Dean tira d'utiles leçons pour le reste de sa carrière, tout entière dédiée à la recherche des indispensables compromis diplomatiques.

D'abord, avant de négocier avec son adversaire, encore faut-il s'efforcer de convaincre les différentes factions de son propre camp qui s'opposent et souvent se neutralisent au sein de la haute administration et des services spécialisés, que leur intérêt supérieur réside dans la négociation et dans la paix. Ensuite, pour gagner la confiance de l'armée et neutraliser les inévitables accusations de faiblesse proférées par les plus radicaux, un diplomate a plus de poids s'il s'engage personnellement dans un théâtre d'opérations aux côtés des militaires de son pays : en acceptant de partir au Vietnam, en juillet 1970, comme adjoint au général commandant la 1^{re} Région militaire, responsable du programme civil de « pacification » (CORDS) et, à ce titre, d'un bon millier de conseillers civils et militaires, John Dean allait renforcer sa stature et son crédit dans ses futurs postes à responsabilité où il aurait à se battre pour imposer des négociations. Il apprit aussi l'utilité d'impliquer des intermédiaires de confiance pour faciliter l'ouverture de négociations directes entre les belligérants. Ayant souvent été en poste dans des pays qui avaient eu et conservaient des liens avec la France, John Dean a toujours trouvé de telles vocations parmi les Français. Tandis que certains de ses compatriotes discréditaient la France à cause de son passé colonial et travaillaient contre les intérêts français, il eut très tôt l'intuition que la coopération franco-américaine pouvait être utile dans ce monde de l'après-guerre marqué par le jeu de forces profondes et contradictoires, au carrefour de deux processus majeurs dont il fut un témoin privilégié : la décolonisation et la bipolarisation du monde engendrée par la Guerre froide. Aussi francophile que francophone, marié à une Française qui allait jouer un rôle discret mais essentiel à ses côtés, il s'est appliqué à nourrir cette coopération, dans son travail quotidien tout en nouant des amitiés durables avec certains de ses collègues français des Affaires étrangères, bien au-delà du proto-

cole et des hiérarchies : en Indochine entre 1953 et 1956, au Togo et au Mali au tournant des années 1950-1960, à Paris entre 1965 et 1969, au Vietnam, au Laos puis au Cambodge dans la première moitié des années 1970, au Liban entre 1978 et 1981, en Thaïlande entre 1981 et 1985 ou encore en Inde, entre 1985 et 1989...

Vingt ans et quatre administrations après le coup de sang de Lyndon Johnson, John Dean était finalement acculé à la démission par le Département d'État, mais à propos d'un autre dossier particulièrement sensible : l'assassinat du général Zia ul-Haq, le président du Pakistan, le 17 août 1988. Selon les informations qu'il put réunir, l'ambassadeur des États-Unis en Inde parvint à la conclusion que les services secrets israéliens avaient sans doute leur part de responsabilité. Sa volonté de faire la lumière sur l'assassinat du président pakistanaï et sa propension à y voir la main du Mossad, comme huit ans plus tôt dans la tentative d'assassinat dont lui et sa famille avaient été la cible à Beyrouth, mirent cette fois-ci un terme définitif à sa carrière, dans des conditions que le lecteur pourra juger indignes d'une grande démocratie. Ses origines juives et les conditions dans lesquelles sa famille avait fui l'Allemagne nazie, en 1938, pour s'implanter aux États-Unis, avaient conduit nombre de ses collègues du Département d'État à présupposer qu'il serait en toute occasion un fervent soutien de la politique israélienne. Ils s'étaient illusionnés. Homme d'affaires de confession juive, le père de John était président de la communauté juive de Breslau l'année de l'accession d'Hitler au pouvoir, mais, opposé au sionisme, il prit toujours soin de cantonner la religion à la sphère privée. Dans le même esprit, son fils conserva toujours une distance critique à l'égard de la politique étrangère d'Israël. Au grand dam du puissant lobby pro-israélien aux États-Unis, il fit maintes fois connaître sa différence, tout particulièrement lors de son séjour comme ambassadeur au Liban. Libéré du devoir de réserve après son départ du Département d'État, il s'indigna publiquement, comme Stéphane Hessel et de nombreuses autres personnalités d'origine juive, des aspects les plus injustes de la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens. Convaincu que le conflit israélo-palestinien constituait non seulement un facteur majeur d'aggravation de l'instabilité dans toute la région et une puissante source d'antiaméricanisme

dans le monde, il multiplia les exhortations en faveur d'une résolution pacifique fondée sur les résolutions onusiennes.

On aura compris à quel point, de la guerre du Vietnam à celle d'Afghanistan, John Dean s'est souvent exposé personnellement vis-à-vis des autorités qu'il représentait, sans hésiter à contester leur position ni à bousculer certains lobbies auxquels celles-ci pouvaient être liées. Sa franchise lui a valu de solides inimitiés au sein même du Département d'État. Franc-tireur mais rassembleur, dissident mais loyal, séduit par le message universaliste des États-Unis mais soucieux des particularismes nationaux, il ne pouvait qu'irriter les radicaux de tout bord. Diplomate militant, militant de la diplomatie, il a placé la négociation et la paix au cœur de son action, au nom des intérêts américains qu'il ne concevait qu'à long terme. Surtout connu pour avoir fermé les portes de l'ambassade des États-Unis à Phnom Penh et replié le drapeau étoilé, cinq jours avant l'arrivée des Khmers rouges, il a aussi risqué sa vie à plusieurs reprises. On laissera au lecteur le soin de découvrir sous quels cieux et de quelle façon, tant les faits sont relatés dans cet ouvrage avec la précision d'un horloger. S'il a eu plus de chances que certains de ses collègues américains (son prédécesseur à Beyrouth, Francis Meloy, fut assassiné en 1976) ou étrangers (comme Pierre Susini, le délégué général français à Hanoi, mort des brûlures causées par un bombardement américain sur le bâtiment de la représentation française, en octobre 1972), John Dean incarne une forme de courage physique et intellectuel injustement négligée dans l'histoire des nations et des relations internationales. La négociation et la paix supposent pourtant, en certaines occasions, une détermination au moins égale sinon supérieure à celle qu'anime le soldat sur le champ de bataille.

Vétéran de la diplomatie, John Dean n'hésite pas à confier, dans ce témoignage, ses regrets de n'avoir pu faire aboutir les solutions qu'il préconisait. Après l'échec d'une sortie de guerre rapide du Vietnam, qu'il impute largement à l'arrivée, après l'élection de Nixon, d'une équipe unilatéraliste et rétive aux compromis pourtant nécessaires, l'un des épisodes les plus poignants de son récit a trait à la façon dont il a vainement tenté de convaincre ses autorités de la nécessité de reproduire au Cambodge les efforts qui lui avaient permis de concrétiser un succès diplomatique au Laos, en 1972-1973, où l'instauration d'un